

STATUTS

I DENOMINATION, SIEGE, DUREE ET BUTS DE LA SOCIETE

Dénomination, rayon d'activité, siège, durée et affiliation

Art. 1

- 1) La société de Développement de Bulle et Environs (ci-après : la Société) est une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse. Elle est reconnue « d'utilité publique », en vertu de la Loi fribourgeoise sur le tourisme du 13 octobre 2005.
- 2) Ses activités s'étendent sur le territoire des communes de Bulle, Riaz, Sâles, Vaulruz et Vuadens.
- 3) Elle a son siège à Bulle et sa durée est illimitée.
- 4) La société est membre de l'Association touristique de la Gruyère (ci-après : ATG) et de l'Union fribourgeoise du Tourisme (ci-après: l'UFT). Elle est politiquement et confessionnellement neutre.

Buts

Art. 2

- 1) La Société a pour buts la sauvegarde, la représentation, la mise en valeur et le développement des réalités touristiques des communes concernées.
- 2) Elle a notamment pour tâches :
 - a) l'accueil, l'information et l'assistance touristique et assume, à ce titre, la gestion de l'Office du Tourisme de Bulle et Environs;
 - b) la mise en valeur des richesses naturelles, historiques, culturelles et traditionnelles de la région;
 - c) L'encouragement, la création et l'entretien d'équipement favorisant l'essor touristique et l'agrément du séjour des hôtes;
 - d) L'organisation de l'animation d'intérêt touristique;
 - e) La participation à la promotion touristique entreprise par l'ATG;
 - f) La perception de la taxe de séjour.
- 3) La Société peut accepter, en principe contre rétribution, des mandats de collectivités publiques ou d'institutions privées s'ils concernent des tâches liées au tourisme ou propres à favoriser sa mission.

Opérations mobilières ou immobilières

Art. 3

La Société peut s'intéresser ou participer à toute opération ou transaction mobilière ou immobilière, propre à favoriser directement ou indirectement la réalisation de ses objectifs et activités.

II SOCIETAIRES

Membres actifs

Art. 4

Sous réserve de l'article 5 ci-après, toute collectivité de droit public et toute personne physique ou morale domiciliée ou exerçant son activité dans la région peut devenir membre actif de la Société.

Membres externes

Art. 5

1) Les propriétaires de résidences secondaires sises dans le rayon d'activité de la Société peuvent adhérer à celle-ci en qualité de membres externes; à ce titre, ils sont invités aux assemblées générales et autres manifestations officielles de la Société.

2) Les membres externes ont collectivement le droit, en cas échéant par l'intermédiaire d'une association, d'avoir un représentant avec statut de membre actif au sein de la Société, ainsi qu'un siège au Comité.

Membres d'honneur

Art. 6

Quiconque a rendu des services particuliers à la Société peut en être nommé membre d'honneur.

Admission

Art. 7

1) Toute personne ou collectivité désireuse de devenir membre actif ou externe de la Société en fait la demande au Comité.

2) L'admission, décidée conformément à l'article 15, litt. a, est validée par le paiement de la cotisation annuelle.

3) L'adhésion à la Société ne confère aucun droit propre, actuel ou futur, à la fortune sociale.

Démission

Art. 8

Toute démission doit être notifiée par écrit au Comité. Elle ne devient effective qu'à la fin de l'année en cours, pour autant que le démissionnaire se soit préalablement acquitté de l'ensemble de ses obligations financières envers la Société.

Radiation

Art. 9

1) Le Comité peut radier le sociétaire qui négligerait, après sommation écrite, de remplir ses obligations financières envers la Société.

2) Un membre radié ne peut être réadmis qu'après avoir réparé le tort causé à la Société.

Exclusion

Art. 10

1) L'exclusion peut être décidée par le Comité, sans indication de motif, à l'encontre de tout membre qui se serait rendu coupable d'agissements ayant porté préjudice aux intérêts de la Société.

2) Un membre exclu peut recourir auprès de l'Assemblée générale contre la mesure d'exclusion le concernant. La décision de l'Assemblée générale est définitive.

III ORGANISATION

Organes

Art. 11

Les organes de la société sont

- a) l'Assemblée générale
- b) le Comité
- c) le Bureau exécutif
- d) les Contrôleurs des comptes

A. L'ASSEMBLEE GENERALE

Art. 12

L'Assemblée générale se compose de l'ensemble des membres actifs de la Société: elle en est le pouvoir suprême.

Assemblées ordinaires

Art. 13

- 1) L'assemblée générale siège en assemblée ordinaire au moins une fois par année, au plus tard le 31 mai.
- 2) Elle est convoquée au moins vingt jours à l'avance, par insertion dans la presse locale ou convocation personnelle : la convocation indique le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour.

Assemblées extraordinaires

Art. 14

- 1) L'assemblée générale peut être convoquée en assemblée extraordinaire sur décision du Comité ou sur demande écrite et motivée d'un cinquième au moins des membres actifs.
- 2) Dans ce dernier cas, la convocation doit intervenir dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande.

Compétences

Art. 15

- 1) L'assemblée statue sur toutes les questions qui ne sont pas de la compétence d'un autre organe.
- 2) Elle a notamment pour attributions:
 - a) l'admission des membres actifs et externes;
 - b) l'élection du Président et des membres du Comité, et la désignation des organes de contrôle des comptes et de leurs suppléants;
 - c) la nomination des membres d'honneur;
 - d) l'adoption des plans d'activité et du budget annuels, et la fixation des cotisations;
 - e) l'examen et l'approbation du rapport annuel, des comptes de l'exercice écoulé et du rapport des organes de contrôle des comptes;
 - f) l'examen des recours en cas d'exclusion de sociétaires;
 - g) la dissolution de la Société.

Procédure de proposition

Art. 16

- 1) Les propositions individuelles sont à adresser par écrit au président dix jours au moins avant l'Assemblée générale.
- 2) Les propositions ne répondant pas à cette prescription sont renvoyées pour délibération à l'Assemblée générale suivante.

Mode de décision : en général

Art. 17

- 1) Sous réserve des dispositions de l'article 18, l'Assemblée générale prend ses décisions à la majorité des voix statutaires des membres actifs présents.
- 2) Chaque membre actif a droit à une voix au moins, mais à dix voix au plus.
- 3) Le nombre de voix est déterminé par le volume de la cotisation ou contribution, selon le barème suivant :

jusqu'à et y compris Fr.	500.-	1 voix
<<	1000.-	2 voix
<<	2500.-	3 voix
<<	5000.-	4 voix
<<	8000.-	5 voix
<<	13000.-	6 voix
<<	20000.-	7 voix
<<	29000.-	8 voix
<<	40000.-	9 voix
au-delà de Fr.	40000.-	10 voix

- 4) Les votations et élections ont lieu à main levée, à moins que cinq membres au minimum ne demandent le vote au bulletin secret.
- 5) Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, bulletins blancs et bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le président départage.
- 6) Le président ne prend part au vote à main levée que pour départager les voix en cas d'égalité.
- 7) Pour l'approbation du rapport d'activité et des comptes annuels, les membres du Comité ne prennent pas part au vote.

Majorités qualifiées :

Art. 18

- Elections:

- 1) Pour les élections, les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité absolue au premier tour; en cas de second tour, la majorité relative suffit.

- Modification des statuts :

- 2) La modification des statuts ne peuvent être adoptées qu'à la majorité des deux tiers des voix émises.

- Dissolution :

- 3) La dissolution de la Société ne peut être décidée qu'à la majorité des deux tiers des membres actifs.

Procès-verbal

Art. 19

Les délibérations de l'Assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal, contresigné par le président et un membre du comité et soumis pour approbation à l'Assemblée générale suivante.

B. LE COMITE

Composition et constitution

Art. 20

1) Le Comité de la Société est composé de 7 membres au moins. Il se constitue lui-même et comprend notamment :

- a) le président élu par l'Assemblée générale
- b) le vice-président
- c) le responsable des finances
- d) le secrétaire

2) Les autres membres sont chargés de fonctions spécifiques

Obligation de domicile du Président

Art. 21

La charge de président ne peut être conférée qu'à une personne légalement domiciliée dans le rayon d'activité de la Société.

Membres de droit

Art. 22

Font de droit partie du Comité :

- a) deux représentants de la Commune de Bulle;
- b) un représentant
 - des communes affiliées
 - des hôteliers, cafetiers et restaurateurs
 - du groupement des commerçants
 - de l'intersociété
 - du musée gruérien
- c) un représentant de la collectivité des résidents secondaires, selon l'art. 5.

Durée des mandats

Art.23

1) Le Comité est élu pour une période de 5 ans; ses membres sont rééligibles, mais au maximum deux fois.

Vacance

2) En cas de vacance au sein du Comité, il est repourvu par la prochaine Assemblée générale; pour la fin de la période statutaire en cours.

Attributions

Art. 24

Le Comité a les attributions suivantes :

- a) il veille à la bonne marche et à la saine gestion de la Société;
- b) il examine les plans d'activité, le budget, le rapport annuel et les comptes et décide de leur transmission pour approbation à l'Assemblée générale;
- c) il désigne les membres du Bureau exécutif;
- d) il approuve la constitution de commissions spéciales et la désignation de leurs membres;
- e) il préavis toute demande ou proposition à soumettre à l'Assemblée générale.

Séances

Art. 25

Le Comité se réunit au moins deux fois par année.

C. LE BUREAU EXECUTIF

Composition

Art. 26

- 1) Le Bureau exécutif est composé de 9 membres, au plus.
- 2) Les tâches du Bureau exécutif peuvent être déléguées à un tiers par mandat

Membres de droit

- 3) En font partie de droit :
 - a) le président de la Société, qui le préside
 - b) le vice-président
 - c) un représentant de la Commune de Bulle
 - d) le représentant des communes affiliées
 - e) le secrétaire
 - f) le responsable des finances

Attributions

Art. 27

1) Le Bureau exécutif est chargé de l'animation, de la gestion, de l'administration et de la représentation de la Société et du fonctionnement de l'Office du tourisme. Dans ce but, il prend toutes les mesures utiles qui ne ressortissent pas aux compétences de l'Assemblée générale ou du Comité.

2) Le Bureau exécutif a notamment les attributions suivantes :

- a) La convocation et l'organisation des Assemblées générales;
- b) La préparation et la présentation au Comité ou à l'Assemblée générale des objets qui sont de leurs compétences respectives;
- c) L'exécution des décisions de l'Assemblée générale et du Comité;
- d) La désignation et l'engagement du directeur ou du responsable de l'Office du tourisme et surveillance générale des activités de l'Office;
- e) Le contrôle et l'encaissement des cotisations ainsi que des taxes de séjour;
- f) Les relations publiques en général et notamment les rapports avec les autorités communales, l'ATG, l'UFT et l'administration cantonale;
- g) La liquidation des affaires courantes.

Séances

3) Le Bureau exécutif se réunit aussi souvent qu'il le juge utile.

Office du tourisme

Art. 28

Compte rendu de ses attributions statutaires, le fonctionnement et le financement de l'Office du tourisme sont réglés, entre la Société et les Communes affiliées, par une convention.

D. ORGANES DE CONTROLE DES COMPTES

Art.29

- 1) L'Assemblée générale désigne une fiduciaire externe à l'Association, en qualité d'organe de contrôle. Le mandat de l'organe de contrôle est de trois ans; il est renouvelable une fois.
- 2) Les contrôleurs adressent au Bureau exécutif, à l'intention de l'Assemblée générale, un rapport écrit sur le résultat de leur contrôle.

IV FINANCES

Ressources

Art. 30

Les ressources de la Société sont :

- a) Les cotisations annuelles dont les minima sont arrêtées à
Fr. 50.- pour les personnes physiques ou morales affiliées en qualité de membres actifs;
Fr. 100.- pour les collectivités de droit public affiliées en qualité de membres actifs;
- b) Les contributions des communes, selon convention;
- c) Les intérêts du capital;
- d) Les dons et legs;
- e) Les commissions, produits et revenus divers;
- f) Le produit des taxes de séjour

Exercice social

Art. 31

L'exercice social et comptable correspond à l'année civile

Mode d'engagement de la Société

Art. 32

Les actes qui engagent la Société vis-à-vis des tiers requièrent la signature collective à deux du président ou du vice-président et du secrétaire ou du responsable des finances pour les affaires concernant les finances de la Société.

Responsabilité

Art. 33

Les engagements de la Société ne sont garantis que par sa fortune sociale: la responsabilité individuelle des membres est exclue.

V DISSOLUTION

Procédure

Art. 34

- 1) La dissolution de la Société ne peut être décidée qu'en Assemblée générale convoquée spécialement à cet effet par pli recommandé adressé à tous les membres actifs.
- 2) L'article 18, al.3 est réservé.

Fortune sociale

Art. 35

1) En cas de dissolution et sous réserve de l'alinéa 3, la fortune éventuelle de la Société est confiée à la commune du siège social.

2) Un compte spécial est ouvert jusqu'à constitution d'une nouvelle société poursuivant les buts définis à l'article 2 et dûment reconnue par les instances compétentes. A l'expiration d'un délai de dix ans et à défaut d'une telle constitution, l'actif de ce compte est affecté, d'entente entre les communes concernées, à un but d'utilité publique.

3) Les taxes locales de séjour, perçues mais non utilisées, sont versées à l'UFT qui les affecte à des prestations en faveur des hôtes.

VI DISPOSITIONS FINALES

Art. 36

1) Les présents statuts ont été adoptés en Assemblée générale ordinaire le 28 mai 2014.

2) Ils remplacent ceux du 2 juillet 1992 et entreront en vigueur dès leur approbation par l'UFT, en conformité avec l'article 17 al. 1 de la Loi du 13 octobre 2005 sur le tourisme.

Bulle, le 28 mai 2014

Le président

Le secrétaire

M. David Seydoux

M. Pascal Charlet

Art.37

Approuvés en date du 16 mai 2014 par les instances compétentes de l'Union fribourgeoise du tourisme, conformément aux dispositions légales, les présents statuts entrent en vigueur immédiatement.

Fribourg, le 16 mai 2014

UNION FRIBOURGEOISE DU TOURISME

Le Président

Le Directeur

M. Jean-Jacques Marti

M. Thomas Steiner